

Le débat sur les nouveaux programmes d'histoire : quelle histoire!

Luc Guay, Ph.D, didactique de l'histoire
Le Devoir, 3 septembre 2006

Plusieurs intervenants se sont fait entendre ces derniers mois, sur ce qu'on peut appeler maintenant le débat sur le nouveau programme d'histoire et éducation à la citoyenneté, tant sur la version antérieure du 15 juin 2006 que cette dernière. Savez-vous quoi? Je m'en suis réjoui, et voici pourquoi. La dernière fois qu'un tel débat sur cette question a suscité quelque intérêt dans les pages de nos journaux, date de 1974 alors que le gouvernement libéral de l'époque, fort d'une motion péquiste, obligea la réussite du cours d'histoire nationale de 4^e secondaire pour l'obtention du diplôme de fin d'études secondaire. Il y avait les « pour » et les « contre » en nombre quasi égal, et les profs d'histoire jubilaient : leurs élèves prendraient dorénavant plus au sérieux l'apprentissage de l'histoire! Il y a donc 32 ans de cela! J'en étais à ma 4^e année d'enseignement de l'histoire au secondaire. Et savez-vous quoi encore? Le programme enseigné à ce moment, datait de 1967 et le manuel de Vaugeois-Lacourcière (comme on l'appelait familièrement à l'époque), constituait en quelque sorte le programme à suivre! Je dis bien, en quelque sorte, car il existait un programme officiel que peu d'enseignants connaissaient d'ailleurs...mais personne ne s'en formalisait outre mesure! Cette réalité perdura jusqu'en 1982 avec l'arrivée des « nouveaux » programmes axés sur des objectifs de connaissance et de formation à atteindre répartis en sept modules dont le temps d'enseignement était spécifié en fonction de l'importance à accorder à tel ou tel phénomène historique (l'expression utilisée alors)! sans compter l'arrivée d'une demi-douzaine de manuels d'histoire, bien différents de notre « Vaugeois-Lacourcière » : toute une révolution dans nos façons de faire! Mais qui s'en préoccupait cette fois-ci, à part les enseignants et les enseignantes? À peu près personne...

Une annonce qui fit plus que sourciller

Puis survient à la fin des années 90 l'annonce d'une réforme sur l'enseignement, et par conséquent, sur l'apprentissage, tant au primaire qu'au secondaire : une place beaucoup plus grande est accordée à l'histoire à laquelle on a ajouté une dimension, l'éducation à la citoyenneté. Au lieu de se limiter à 200 heures, l'apprentissage de l'Histoire voit plus que doubler le temps alloué, sans compter qu'on rendit obligatoire l'apprentissage de l'Histoire au primaire à partir de la troisième année! Autre victoire pour les profs d'histoire qui se voyaient accorder plus de temps pour aider leurs élèves à mieux saisir le présent en puisant aux racines du passé. Mais l'euphorie s'est vite transformée en inquiétude chez certains : que va-t-on enseigner? Les opposants au projet de programmes ont déchiré leur chemise sur la place publique : les programmes ne traitent pas de tel fait ni de tel autre! C'est une catastrophe nationale pour les uns, tandis que pour d'autres, ces faits sont implicitement reliés aux réalités sociales à exploiter. Qui a raison? Regardons cela de plus près.

Une méconnaissance de ce qu'est l'histoire

Certains des intervenants qui ont pris part au débat sur le nouveau programme d'histoire et éducation à la citoyenneté ont, à mon avis, une méconnaissance de la nature et des finalités de l'histoire et de son enseignement **au secondaire**. Par conséquent, ils n'ont pu « lire » professionnellement ce nouveau programme d'histoire. Je m'explique. Comme plusieurs de mes collègues didacticiens, j'ai aussi été consulté à trois occasions sur les différentes versions de ce programme, dont celle d'avant le 15 juin et cette dernière, et dans tous les cas, même si

nous avons proposé des ajouts qui ont été considérés, je me trouvais à l'aise tant avec les contenus que les démarches d'apprentissage proposés. Pourquoi cela? Parce que d'une part j'ai appris à ne me pas « m'enfarger » dans les fleurs du tapis, parce qu'étant reconnu par le M.E.Q. (le M.E.L.S. aujourd'hui) comme « spécialiste » de l'enseignement de l'histoire, je me fais confiance, et que d'autre part j'ai appris qu'un programme n'est pas un manuel, mais un guide qui nous donne des balises tant temporelles que spatiales. Ainsi, j'ai pu constater que les balises temporelles de ce nouveau programme me permettaient d'enseigner l'histoire du Québec des origines à nos jours et qu'on élargissait les balises spatiales en proposant de brèves incursions chez des sociétés étrangères ayant vécu des expériences semblables à la nôtre à peu près au même moment dans le temps (bon, je reconnais avec Denis Vaugois (Le Devoir du 2 mai 2006) que certains repères culturels proposés ressemblent « à un buffet destiné à épater avec quelques petits hors-d'œuvre exotiques »...). En fait, rien dans ce programme ne m'interdit de traiter de la Conquête, de la rébellion des Patriotes, de la Crise d'Octobre, du Rapatriement unilatérale de la Constitution, de l'affirmation nationale des Québécois: les réalités sociales proposées sont tellement larges qu'aucun pan de notre histoire ne peut être occulté, à moins d'avoir un esprit obtus... ce qui est contraire à une formation historique.

Que des journalistes et des écrivains n'aient pas su « lire » les nouveaux programmes avec les lunettes des professionnels de l'enseignement de l'histoire, je comprends : ils ont eu toutefois le mérite de favoriser un débat qui devrait aider à mieux faire comprendre le programme d'histoire parce qu'il sera lu dorénavant de façon plus intéressée.

Mais que des professionnels de l'enseignement de l'histoire déchirent leur chemise sur la place publique et réclament le rejet pur et simple de ce nouveau programme, même celui de la dernière version du 15 juin 2006, là je trouve que l'on « charrie » beaucoup! Il faudrait qu'ils revoient certains fondements historiques:

1. l'histoire ne doit pas être une entreprise d'enfermement idéologique. Bien au contraire, elle permet le développement d'habiletés intellectuelles (de compétences) comme la pensée critique. Ainsi, pour comprendre le Québec d'aujourd'hui, il faut être en mesure de connaître les différentes phases de son développement et ce, à tous les niveaux, politique, économique, social et culturel. Et cela inclut les conflits qu'a connus notre peuple. Et pour qui sait « lire » les programmes d'histoire, on ne peut occulter aucun des événements qui ont façonné notre nation ... qui continue de se développer. Il s'agit maintenant de les illustrer avec les documents les plus pertinents, et ce sera le lot des auteurs de manuels de procéder à leur repérage et aux enseignants et enseignantes d'histoire d'aider leurs élèves à les décoder et d'établir des liens avec aujourd'hui. Il s'agit donc de faire de l'histoire et non de la « consommer » à partir d'idéologies pro ou anti nationalistes...

2. l'histoire tente de reconstituer le passé avec les traces dont on dispose. Bien sûr que l'histoire doit être « intégrale » comme le rappelle Bruno Roy (Le Devoir du 15 juin 2006) mais c'est justement le propre de l'histoire que de tenter de reconstituer le plus justement le passé avec les traces qui nous restent, sachant bien que ces traces qu'il nous faut interpréter ne sont que partielles et partiales. Rappelons-nous que l'histoire est une discipline d'interprétation et que les nouveaux programmes d'histoire invitent nos élèves à la pratiquer au lieu de l'ingurgiter en vue de la passation de l'examen de fin d'études.

3. l'histoire et l'éducation à la citoyenneté sont intimement liées. On n'apprend pas l'histoire pour contempler le passé, mais bien pour s'en servir pour mieux saisir le présent et tenter de peaufiner l'avenir... Cette connaissance du passé rappelle les innovations, les conflits, les

revendications, les humiliations, les heures de gloire vécus par nos ancêtres qui ont construit notre société : ce rapport entre les humains à vouloir vivre ensemble dans un territoire déterminé et à chercher à établir des liens avec les sociétés frontalières et outre frontalières, est une constante de l'histoire et son étude convient parfaitement avec celle de l'histoire. C'est pourquoi cette nouvelle dimension qu'est l'éducation à la citoyenneté a-t-elle été associée à l'apprentissage de l'histoire et qu'il incombe aux enseignants de concevoir des activités susceptibles d'aider les élèves à mieux comprendre que nous sommes les héritiers de six millions d'années d'expériences vécues par nos ancêtres peu importe leur provenance.

Les épouvantails à moineaux qui ont été brandis ont semé des germes de méfiance chez certains enseignants et enseignantes ainsi que chez certains étudiants et étudiantes en enseignement de l'histoire et éducation à la citoyenneté : il nous faudra redoubler d'ardeur pour leur montrer la nécessité de « lire » les programmes d'études avec les lunettes de professionnels qu'ils sont ou qu'ils seront! Quelle histoire!

Luc Guay
Professeur de didactique de l'histoire
Université de Sherbrooke
(ex-enseignant d'histoire au secondaire durant 24 ans)